INTERNATIONAL

JOURNÉES QUÉBECOISES DE SOLIDARITÉ

LE DEVOIR

«Nous, on est en crise depuis toujours»

Aminita Traoré dénonce le modèle néolibéral proposé par la communauté financière internationale

AGENCE FRANCE PRESSE

Aminata Traoré

Figure de proue du mouvement féministe et altermondialiste en Afrique de l'Ouest, Aminata Traoré persiste, le cap de la soixantaine passé, à clamer énergiquement ses opinions tranchées. Entretien avec cette inlassable combattante, qui ouvrira les Journées québécoises de la solidarité internationale, le 3 novembre prochain.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

«*C'est totalement artificiel de croire qu'on peut faire face à la mortalité maternelle et infantile avec des rapports Nord-Sud totalement injustes*», dit Aminata Traoré depuis le Mali, lors d'une entrevue téléphonique accordée au *Devoir*.

L'ancienne ministre de la Culture et du Tourisme du gouvernement malien critique ainsi le Sommet de New York tenu en septembre dernier. La communauté internationale y a promis de débloquer 40 milliards de dollars pour une stratégie globale pour la santé maternelle et infantile dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Selon elle, «*les raisons qui nous ont empêchés, tout au long du siècle dernier, de relever certains défis, ce sont les mêmes raisons qui ne permettront pas de réaliser les objectifs du millénaire*».

«*Je respecte cette démarche, parce que les sujets abordés, les problèmes, sont réels et graves,* tient à souligner la militante. *Mais je regrette infiniment cette capacité intellectuelle des États, notamment des grandes puissances et des instances internationales, de faire l'impasse sur le paradigme dominant.*»

Contre le néolibéralisme

Le paradigme dont elle parle, c'est le néolibéralisme, qu'elle pourfend sans cesse, et la mondialisation économique des pays pauvres, dont elle dénonce les ravages en terre africaine. «*Il suffit aujourd'hui que les dirigeants nous écoutent pour comprendre que nous sommes dans l'impasse la plus totale*», déclare l'auteure des virulents essais *Le Viol de l'imaginaire* et *L'Afrique humiliée*.

Les ajustements structurels imposés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale dès les années 1980 reviennent constamment, dans ses écrits, parmi les causes principales du marasme qui persiste sur son continent. Plusieurs pays, suivant ce «*remède de cheval*», ont dû privatiser de grands pans de leur fonction publique, causant ainsi du chômage et une flambée des prix pour des services tel que l'éducation et les soins de santé. «*Vous ne pouvez pas réaliser les autres objectifs du fait de la marchandisation de ces biens essentiels*», déclare-t-elle.

Elle évoque aussi les difficultés à combattre la faim et la malnutrition, ce qui lui apparaît comme un symptôme de cette situation. «*La mission sacrée de l'agriculture, c'est de nourrir les gens. L'agriculture a été détournée de cette fonction pour en faire un instrument d'enrichissement des pays du Nord, qui nous ont invités à produire ce dont ils avaient besoin.*»

Souveraineté économique

Lors de l'entretien téléphonique, Aminata Traoré s'extirpe du brouhaha d'une réunion qui organise un débat commémorant le 50e anniversaire de l'indépendance de 17 pays africains, dont le Mali. «*En 1960, un acte a été posé, un acte de souveraineté politique. On a pris un drapeau, on a pris une Constitution. Dans le cadre de la guerre froide, on croyait pouvoir parvenir à l'indépendance économique, parce que, sans indépendance économique, il n'y pas d'indépendance politique.*»

En cette année d'anniversaire, son bilan demeure pessimiste. «*Si la souveraineté revêt son sens, on est loin du compte. Vous n'êtes pas un pays souverain lorsque vous êtes sous la tutelle du FMI et de la Banque mondiale.*»

À son avis, si les Africains veulent vraiment se réapproprier leur destin, ils doivent commencer par «*se doter d'une grille de lecture,* [...] *parce que la véritable crise ici, c'est celle de la pensée critique. Vous n'avez pas le temps de vous interroger sur qui vous êtes, sur où vous en êtes, sur comment vous vous en sortez. Il y a toujours quelqu'un pour vous dire que, si vous n'avez pas réussi votre industrialisation, c'est parce que vous n'avez pas fait ci, pas fait ça.*»

«Mon pays est un pays-alibi»

Bien que le Mali soit constamment cité en Occident comme une référence, comme un modèle de pays africain qui fonctionne, Aminata Traoré demeure critique. «*Mon pays est un pays-alibi*, dit-elle de manière catégorique, *c'est-à-dire qu'on se sert du Mali pour justifier des politiques qui ne marchent pas, alors que c'est au peuple malien de dire ce qu'il vit et ce qu'il fait.*» En parlant des vagues de migrations massives qui se dirigent vers l'Europe, elle en conclut que, «*s'il faisait bon vivre ici, les gens ne partiraient pas. Et s'ils étaient obligés de partir, ils auraient envie de revenir.*»

Elle admet aussi avoir amorcé «*une réflexion sur la question de la gauche, c'est-à-dire quelle gauche pour une autre Afrique, pour un autre ordre mondial*», après avoir observé «*Pascal Lamy, à l'OMC, et* [Dominique] *Strauss-Kahn,* [au FMI], *qui, à la faveur de la crise, circulent aujourd'hui en Afrique pour dire que ça va, que l'Afrique surmonte la crise et que, grâce à ces efforts-là, nous nous débrouillons mieux que les pays industrialisés. Mais nous, on est en crise depuis toujours.*»

> « L'Afrique n'est pas une planète à part »

En poursuivant sa quête d'une Afrique décomplexée qui prend la parole, elle croit que le reste du monde devrait prêter l'oreille pour bien engager des actions solidaires. «*La crise qui sévit au Nord, les Africains l'ont subie depuis les années 80, mais personne n'a jamais voulu attacher la moindre importance à nos analyses. Peut-être le moment est venu, pour sauver des vies humaines et pour sauver la planète, qu'on s'écoute mutuellement et qu'on puisse déceler le jeu des intérêts financiers commerciaux* [...] *qui font que la vérité est constamment occultée.*»

Malgré son constat consterné et révolté, Aminata Traoré termine tout de même en disant qu'«*il n'y a aucune raison de désespérer de l'Afrique. L'Afrique n'est pas une planète à part.*»

■ En conférence le 3 novembre à Montréal et le 4 novembre à Trois-Rivières

Le Devoir

GÉRALD LAROSE
Il est le porte-parole de ces Journées qui vont du 3 au 13 novembre
Page 3

ONG
La crise économique a montré qu'il fallait revoir le développement international
Page 4

VISION MONDIALE
Du sel et du savon pour Haïti et une action contre l'excision au Mali
Page 2

QUÉBEC
Oui à des actions concertées dans 13 régions
Page 4

ALIMENTATION
La souveraineté alimentaire est une réponse à la crise actuelle
Page 5

SYNDICATS ET COOPÉRATIVES
Les mouvements sociaux s'investissent davantage dans la solidarité
Page 6

Vision mondiale

Du sel et du savon pour Haïti !

Un programme au Mali vise à faire de la sensibilisation aux « effets néfastes de l'excision »

L'organisme Vision mondiale est présent en Haïti à la fois pour offrir une aide humanitaire et pour soutenir le développement de collectivités. Il est aussi actif dans de nombreux autres pays.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

En réponse à l'épidémie de choléra qui a frappé récemment certaines régions d'Haïti, une équipe de Vision mondiale sur place a distribué des sels pour favoriser la réhydratation, des tablettes de purification de l'eau et du savon. L'organisme a aussi notamment évalué la qualité de sources d'eau et nettoyé des latrines, en plus de faire de la sensibilisation sur des mesures d'hygiène pour prévenir la maladie.

Il a apporté une aide d'urgence à la suite du tremblement de terre survenu en janvier dernier en Haïti. Il a distribué de l'eau, des couvertures et des médicaments. *«On a fourni plusieurs tentes et, en ce moment, on travaille à la construction d'abris plus sécuritaires dans la région de Corail. Et on est en train de construire des petites maisonnettes. On a construit beaucoup de latrines. On a construit des centres médicaux dans différents campements. On fournit de l'eau potable»*, mentionne la directrice de Vision mondiale pour le Québec, Isabelle Depelteau. L'organisme a aussi créé des espaces destinés aux enfants dans des camps et a mis au point un programme de nutrition pour les femmes enceintes et pour celles qui allaitent.

Il distribue également de la nourriture au Niger, aux prises avec une crise alimentaire. Il a aussi donné des formations à des travailleurs de la santé du gouvernement de ce pays sur la façon de gérer la malnutrition. Au Pakistan, il apporte une aide à des victimes des inondations.

Soutien à des enfants et à des collectivités

Par ailleurs, Vision mondiale apporte un soutien à des enfants et à des collectivités. Mme Depelteau mentionne que l'organisme est présent dans plus de 100 pays. *«Le bien-être des enfants est au cœur des projets de développement»*, dit-elle. La directrice de Vision mondiale pour le Québec indique que chaque collectivité décide de l'orientation des projets qu'elle veut entreprendre. Certains ont trait à l'éducation, à la santé, à l'accès à l'eau potable, à la nutrition ou à l'agriculture. Des projets visent à servir de moteur économique à une collectivité. Vision mondiale soutient généralement une collectivité durant une période allant de 10 à 15 ans. L'objectif est de faire en sorte qu'elle devienne autonome.

En Haïti, une collectivité a notamment obtenu un moulin.

SAINT-FÉLIX EVENS REUTERS

L'organisme Vision mondiale est présent en Haïti pour venir en aide aux victimes du choléra.

Mme Depelteau explique que cela a permis d'alléger la tâche de jeunes filles, qui peuvent maintenant aller à l'école. Des projets d'accès à l'eau potable, d'irrigation et d'élevage ont aussi vu le jour. Des professeurs et des directeurs d'école ont reçu une formation. Pour leur part, les élèves disposent désormais d'une salle avec des ordinateurs.

Au Mali, Vision mondiale contribue aux efforts de sensibilisation aux *«effets néfastes de l'excision»*. *«Ce sont des femmes maliennes qui sont excisées, qui ont été excisées, qui vont de collectivité en collectivité. On facilite leurs déplacements. On leur donne du matériel, des outils, des moyens de transport, des motocyclettes pour qu'elles puissent aller de village en village pour faire de la sensibilisation auprès de femmes et d'hommes quant aux effets néfastes de l'excision chez les jeunes filles»*, explique Mme Depelteau.

Par ailleurs, Vision mondiale souhaite que tous les enfants des différents pays soient inscrits dans un registre des naissances et effectue du travail en ce sens. Mme Depelteau indique que cela leur offre une protection et elle ajoute qu'un enfant qui n'a pas de papiers peut être exploité. L'organisme souligne également que des enfants privés d'un certificat de naissance *«se voient refuser l'accès à des droits fondamentaux comme les soins médicaux et l'éducation»*.

Parrainage et «cadeaux solidaires»

La directrice de Vision mondiale pour le Québec indique que les projets de développement sont financés en grande partie par le parrainage et par le catalogue de *«cadeaux solidaires»*. Elle mentionne que le parrainage crée une communication directe entre un parrain et un enfant qui vit dans un pays en développement. *«Mais l'argent est mis en commun pour le développement de la collectivité en vue du bien-être des enfants.»* Le don mensuel de 35 dollars du parrain n'est pas versé directement à l'enfant. L'organisme estime que l'argent se rend à l'enfant de façon indirecte. *«Ce qu'on fait, c'est qu'on le donne à la collectivité, qui va choisir ses projets de développement selon les critères préétablis par Vision mondiale* [concernant] *le bien-être des enfants»*, précise Mme Depelteau.

Après avoir décelé des besoins, Vision mondiale crée par ailleurs un catalogue de *«cadeaux solidaires»*. Des gens d'ici peuvent ainsi par exemple offrir une chèvre, un mouton, une vache, des poules et des coqs, des lapins, des ânes, des cochons, des soins prénataux et postnataux, des antibiotiques, des ballons, des moustiquaires, du matériel scolaire, des vêtements, des arbres fruitiers, des poêles écologiques ou des panneaux solaires à des collectivités dans des pays en développement. Ce qu'ils ont choisi d'acheter, parmi ce qui se trouve dans le catalogue, est par la suite acheminé dans des pays du Sud.

Organisation

Vision mondiale se définit comme une *«organisation de solidarité internationale qui lutte contre toutes les formes de pauvreté et d'injustice, à travers ses programmes d'aide humanitaire d'urgence et de développement et ses actions de plaidoyer»*. L'organisme ajoute que, *«inspir*[é] *par* [ses] *valeurs chrétiennes,* [il] *apport*[e] *une aide aux enfants et aux familles les plus démunies sans aucune forme de discrimination sociale, ethnique ou religieuse»*.

Mme Depelteau précise que Vision mondiale travaille dans différents pays, dont le Pakistan, l'Inde et la Thaïlande, et n'impose pas ses valeurs. *«Si on est bien reçu dans une centaine de pays, c'est parce qu'on respecte les cultures et les religions de ces pays-là.»*

Vision mondiale reçoit des dons ainsi que des subventions de l'Agence canadienne de développement international et du Programme alimentaire mondial. L'organisme affirme avoir consacré en 2009 quelque 81,2 % de ses revenus à des programmes *«qui luttent contre la pauvreté et aident des enfants et collectivités dans le besoin»*. Il ajoute avoir utilisé quelque 12,7 % de ses revenus pour la collecte de fonds et 6,1 % pour assumer des dépenses administratives.

Mme Depelteau mentionne que Vision mondiale internationale coordonne les interventions d'aide humanitaire, alors que les projets de développement relèvent plutôt de bureaux nationaux.

Collaboratrice du Devoir

Journées québécoises de la solidarité internationale

« Nos modèles d'aide sont-ils efficaces ? »

Au moins 54 pays sont aujourd'hui plus pauvres qu'ils ne l'étaient il y a vingt ans

Après 60 ans d'aide au développement, les inégalités mondiales perdurent. Le temps est venu de remettre en question les pratiques et les modèles qui ont été jusqu'ici à la base de l'aide internationale. Tel est le constat qui a inspiré le thème de la quatorzième édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), «Revoyons le développement». Portrait d'un événement ouvert aux réflexions critiques pour un monde plus juste.

ISABELLE BINGGELI

Les JQSI permettront aux acteurs dans le domaine de la coopération internationale de prendre du recul et de confronter leurs manières de faire, selon Gervais L'Heureux, directeur général de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), instigatrice de l'événement. *«Plusieurs questions sont devenues inévitables après la succession de crises qu'a connues le monde ces dernières années,* fait-il valoir. *Quelle place fait-on à nos partenaires du Sud? Quelle est notre rôle en tant que société civile dans cette aide au développement? Nos modèles d'aide sont-ils efficaces?»*

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Gérald Larose, porte-parole des Journées québécoises de la solidarité internationale

En effet, les efforts faits durant des décennies n'ont pas donné les résultats escomptés. Selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême a augmenté de près de 100 millions depuis les années 1980 et au moins 54 pays sont plus pauvres aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a vingt ans. Et ce, alors que le revenu mondial a augmenté en moyenne de 2,5 % par année, comme l'a établi en 2003 l'organisme Focus on the Global South. Devant ces piètres performances, de nouveaux courants, tels que l'ethnodéveloppement, l'écoféminisme et la décroissance, remettent en question le système dominant et proposent de nouvelles conceptions du développement.

Des invités engagés

Aminata Traoré est une des figures marquantes de la lutte contre le modèle dominant du développement. Ministre du gouvernement malien de 1997 à 2000 et militante altermondialiste, elle tiendra la conférence d'ouverture des JQSI le 3 novembre, à Montréal, et le 4 novembre, à Trois-Rivières. *«C'est une femme qui est très critique à l'égard de l'aide internationale et du libéralisme,* note Fréda Thélusma, chargée de programme des JQSI. *Elle cadre bien dans notre thématique qui vise justement à confronter les idées reçues en matière de développement.»*

Gérald Larose, le porte-parole de l'événement, y voit quant à lui l'occasion d'établir un rapprochement entre l'économie solidaire et la solidarité internationale. *«Toutes deux ont une finalité sociale. L'économie solidaire est un moyen de répondre aux besoins des hommes et des femmes, mais elle permet d'intégrer l'aspect humain dans le développement»,* dit l'ancien président de la CSN, aujourd'hui professeur invité à l'Université du Québec à Montréal en travail social et engagé dans de nombreux groupes portant sur l'économie solidaire. Il ajoute que ces journées de réflexion permettront également de faire le lien entre le type de développement qu'on souhaite pour le Québec et au niveau international.

Nous tous comme acteurs de changement

Une grande part de la mission des JQSI consiste à rendre plus accessibles aux non-initiés les enjeux liés à l'aide internationale. *«Cet événement est un temps fort pour mieux faire connaître notre travail au sein du grand public,* souligne Gervais L'Heureux. *C'est aussi un bon moment pour montrer ce qui fonctionne dans l'aide au développement et pour contrer les messages négatifs trop souvent véhiculés à son propos.»*

Plusieurs activités sont proposées à travers la province, notamment des projections de documentaires, des conférences, des vernissages, une foire solidaire. Les jeunes peuvent également s'y retrouver avec, par exemple, le Festival jeunes solidaires, qui leur donne l'occasion de participer à des ateliers portant sur différents enjeux liés à la mondialisation de l'économie, le travail des enfants, la répartition de la richesse, etc.

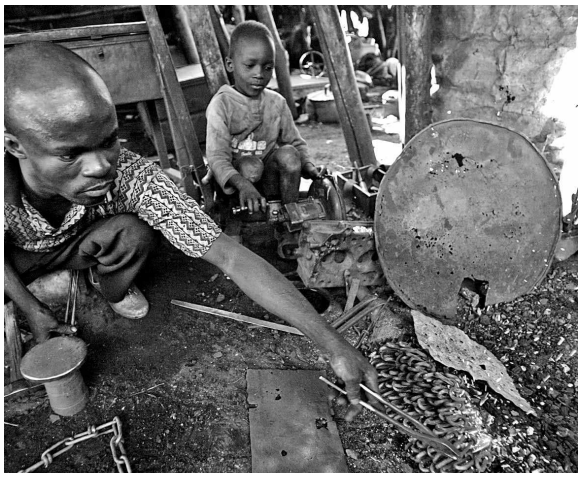
Un 3 novembre solidaire

Il est à noter qu'une nouvelle activité, la mobilisation éclair, s'ajoute à cette édition et lancera officiellement les JQSI. *«Nous proposons aux citoyens de partout au Québec de s'arrêter un bref instant, le 3 novembre à 12h30, et d'ouvrir les yeux sur les choix qu'ils font en matière de développement,* informe Fréda Thélusma. *Nous espérons, en fin de compte, que ces mêmes personnes deviendront des acteurs de changement pour un monde juste et solidaire.»*

L'AQOCI organise depuis 1996 les Journées québécoises de la solidarité internationale. Elle regroupe 65 organisations qui travaillent dans une optique de développement durable et humain au Québec et à l'étranger.

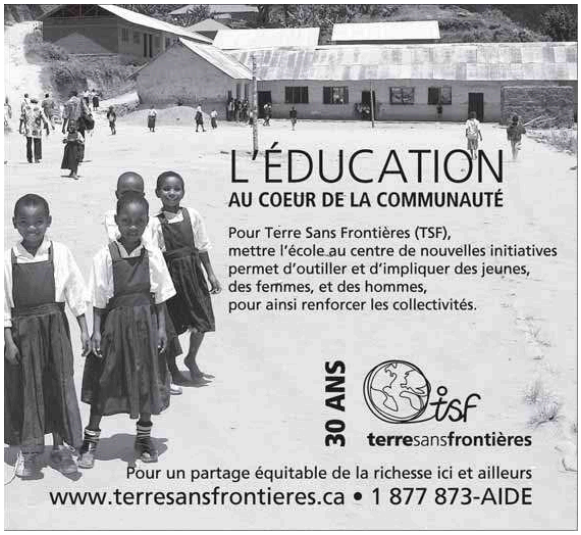
«Nous sommes un des rares endroits en Amérique du Nord à ne pas voir les écarts de richesse s'agrandir. Évidemment, il y a encore des lacunes, telles que l'intégration au travail des minorités visibles, la persévérance scolaire et le soutien aux personnes âgées», dira ainsi Gérald Larose. *Ce qu'on souhaite, c'est que le modèle de l'économie solidaire puisse s'inscrire dans le changement économique global.»* Il ajoute que, en matière de solidarité, le Québec s'en tire plutôt bien grâce à ses programmes sociaux, notamment le programme de soutien au revenu des familles et les centres de la petite enfance.

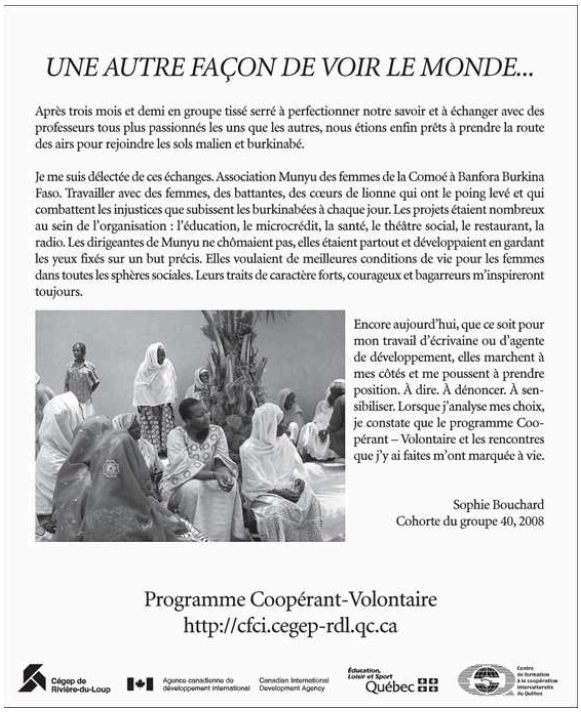
Collaboratrice du Devoir



LUC GNAGO REUTERS

Un père et son enfant au travail à Bamako, au Mali





SOLIDARITÉ

Planète

Les ONG réorientent leur action

« À quand donc une forme de justice climatique ? »

La récente crise économique a-t-elle modifié le travail des organismes de coopération internationale? Si elle a eu peu d'effets sur la générosité des donateurs, elle aura permis toutefois de replacer au centre de l'aide internationale un secteur depuis trop longtemps délaissé: celui de la sécurité alimentaire.

PIERRE VALLÉE

«*Si la crise économique nous a causé de sérieux ennuis en Occident,* explique Chantal-Sylvie Imbeault, directrice générale adjointe du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), *elle a causé, dans les pays en voie de développement, rien de moins qu'une crise alimentaire. La crise économique a fait augmenter fortement le prix des denrées, en particulier la nourriture de base, comme le riz. Même le prix du riz a augmenté au Québec. Si nous avons ici les moyens de continuer d'en acheter, ce n'est pas le cas dans les pays en voie de développement. Cette situation est en plus exacerbée par le fait que plusieurs pays en voie de développement dépendent massivement de l'importation pour leurs denrées alimentaires et qu'ils sont déficients quant à leur propre capacité de nourrir leur population.*»

Cette incapacité de nourrir leur population sans avoir recours à l'importation ne tombe pas du ciel. «*Depuis une quinzaine d'années, les bailleurs de fonds ont délaissé le secteur agricole et ont fourni peu d'appuis aux producteurs locaux. Et c'est par la production agricole locale qu'on peut le mieux assurer la sécurité alimentaire de la population des pays en voie de développement.*»

Un mal pour un bien

Ce peu d'intérêt des bailleurs de fonds pour les projets de développement agricole est dénoncé depuis plusieurs années par les organisations non gouvernementales qui travaillent sur le terrain. «*Depuis sept ou huit ans, nous réclamons davantage d'investissements dans des projets de sécurité alimentaire. La crise économique, en provoquant la crise alimentaire, a eu pour effet de souligner la faiblesse des pays en voie de développement en matière de sécurité alimentaire et elle a fait ressortir la nécessité, voire l'urgence, d'agir si on veut éviter les risques de famine. Au fond, la crise économique s'est présentée à nous comme une occasion à saisir afin d'enfoncer le clou auprès des bailleurs de fonds et de les convaincre qu'il fallait agir.*»

Et, cette fois, les bailleurs de fonds n'ont pas fait la sourde oreille. «*Nous avons été entendus. La sécurité alimentaire est revenue au centre des politiques d'aide au développement international. On voit aujourd'hui de plus en plus de projets agricoles se mettre en place.*»

Ces projets permettront aux populations locales de mieux se nourrir et aussi de s'épanouir. «*D'une part, dans les pays en voie de développement, près de 70 % de la population demeure en milieu rural. En favorisant l'agriculture, en permettant aux jeunes de travailler la terre, on réduit l'exode vers la ville. L'agriculture leur permet aussi d'acquérir des compétences entrepreneuriales. En soutenant des projets agricoles, on crée un environnement favorable à l'intégration des populations dans l'agriculture.*»

Ces projets peuvent prendre différentes formes. «*Ces projets peuvent être des projets d'infrastructure qui, par exemple, permettent une meilleure irrigation ou une meilleure conservation des sols. Il peut aussi s'agir de développer des semences plus appropriées ou de mettre à leur disposition certains intrants nécessaires à l'agriculture. Certains projets tenteront de rapprocher les producteurs afin de former des associations de producteurs.*»

Contribution financière

Il semble que la crise économique n'a pas refroidi la générosité des donateurs québécois. «*Nos campagnes de financement vont bien et la population demeure solidaire,* explique Michel Verret, directeur général adjoint d'Oxfam Québec. *Tous les objectifs de nos campagnes de financement ont été atteints, mais j'avoue que la crise économique nous oblige à redoubler d'efforts. L'argent est au rendez-vous, mais il faut travailler plus fort.*»

Selon lui, la crise économique récente a fait ressortir la faiblesse de la mondialisation. «*Ces dernières années, nous avons connu une forte mondialisation de l'économie, mais cette mondialisation ne s'est pas étendue à d'autres secteurs que l'économie. Et nous gérons encore nos budgets en vase clos dans notre petit coin, sans tenir compte du reste du monde. C'est aujourd'hui l'occasion d'en prendre conscience et d'aller vers ce que j'appelle une mondialisation de la solidarité. Prenons par exemple le problème du climat. Ce sont les pays du Nord qui produisent 90 % de la pollution de la planète, mais ce sont les pays du Sud qui vivent avec 90 % des conséquences de cette pollution. À quand donc une forme de justice climatique? C'est ce type de mondialisation solidaire à laquelle il faut arriver.*»

Pareille mondialisation ne peut se faire sans la participation des pays en voie de développement. «*C'est aujourd'hui la démarche qui est mise de l'avant depuis la Déclaration de Paris signée en 2005. On y indique que les pays en voie de développement doivent établir eux-mêmes leurs priorités en matière de développement et que les bailleurs de fonds ainsi que les organisations de coopération internationale doivent travailler en tenant compte de ces priorités. On ne peut plus parachuter l'aide.*»

De plus, la Déclaration de Paris a permis une meilleure collaboration entre les différents bailleurs de fonds. «*Chaque bailleur de fonds définit le domaine qu'il entend financer selon son expertise,* précise Chantal-Sylvie Imbeault. *Ainsi, il y a moins de redoublement et une meilleure coordination entre les différents bailleurs de fonds. Il y a aussi une réelle volonté, de leur part, de s'assurer de l'efficacité de l'aide consentie.*»

Collaborateur du Devoir

MIKE HUTCHINGS REUTERS

Exploitation vinicole en Afrique du Sud. Le peu d'intérêt des bailleurs de fonds pour les projets de développement agricole est dénoncé depuis plusieurs années par les organisations non gouvernementales qui travaillent sur le terrain.

CHRIS WATTIE REUTERS

Le gouvernement Harper prévoit «investir» pas moins de 490 milliards de dollars sur 20 ans en dépenses militaires.

Dans 13 régions du Québec

Oui à des actions concertées

Il est possible de « revoir le développement »

Du 3 au 13 novembre, les Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) inviteront la population à s'unir pour un monde de meilleur. Pour cette 14e année, l'événement annuel rendu possible grâce à l'Association québécoise de la coopération internationale (AQOCI) et le ministère des Relations internationales propose une foule d'activités dans 13 régions du Québec. Le thème abordé partout en province: revoyons le développement.

VALÉRIE R. CARBONNEAU

Parmi les organismes de coopération internationale du Québec, *Le Devoir* s'est entretenu avec deux organismes coordonnateurs qui chapeautent les JQSI pour leurs régions respectives depuis le tout début. À commencer par le Comité de solidarité Trois-Rivières, pour ce qui est de la Mauricie.

Né en 1973 au moment où le Chili subissait un coup d'État militaire, le Comité de solidarité Trois-Rivières, qui s'appelait à l'époque le Comité Québec-Chili, visait d'abord à mobiliser et sensibiliser la collectivité locale à ce qui se produisait dans ce pays de l'Amérique du Sud. Or, aujourd'hui, après avoir entériné une poignée de projets semblables, l'organisation non gouvernementale (ONG) garde le même objectif: «*Contribuer à la réalisation d'un monde plus juste et harmonieux où l'ensemble des peuples partagerait d'une manière équitable les ressources et les richesses de notre planète*», peut-on lire dans le site Internet.

Parmi les principaux sujets d'actualité, on trouve notamment la lutte contre les changements climatiques, la campagne de sensibilisation «La guerre saigne le monde» pour le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan, la campagne «Un monde sans pauvreté, agissons!» et la campagne contre la participation du Canada au bouclier antimissile.

Pour l'heure, l'ONG qui mène une action contre la militarisation, de concert avec d'autres organismes de la région depuis plusieurs années, compte pour principal cheval de bataille la campagne contre la militarisation. À laquelle se rattachent entre autres la demande de retrait des troupes canadiennes en Afghanistan, qui s'est couronnée au printemps dernier par le dépôt d'une pétition de 20 000 signatures, et une plus récente campagne lancée en mars dernier, «Stoppons les dépenses militaires».

«*On demande au gouvernement canadien de réduire ses dépenses militaires — qui se font au détriment de l'économie, de la culture et des services sociaux — et de dépenser l'argent ailleurs, soit un sujet très à propos par rapport à la thématique choisie pour les JQSI cette année,* précise d'entrée de jeu Annie Lafontaine, adjointe à la coordination au Comité de solidarité Trois-Rivières. *Le gouvernement pourrait dédier ce budget à la santé, à l'éducation, à l'environnement ou encore à l'aide internationale, considérant qu'il n'a jamais respecté l'entente prévoyant qu'on y consacre 0,7 % du budget*», ajoute-t-elle, stupéfaite de constater qu'on prévoit «investir» pas moins de 490 milliards de dollars sur 20 ans en dépenses militaires, une augmentation dite drastique depuis 2006. On peut d'ailleurs signer une pétition en ligne à *stopponslesdepensesmilitaires.com*.

Maintenant, comment le Comité entend-il «*revoir le développement*» pendant dix jours? Mobilisation éclair (*flash mob*), projection du documentaire *Je vous salue Mariette*, entrevue avec l'auteur Alain Deneault, projection du film *L'Affaire Coca-Cola*, consultation publique pour l'élaboration d'un projet d'économie sociale en hôtellerie, ainsi que le rassemblement jeunesse régional figurent au programme.

D'ailleurs, chaque année, les JQSI ont lieu à Montréal et dans une région choisie. Pour l'édition de 2010, c'est au tour de Trois-Rivières de recevoir l'invitée internationale, Mme Aminata Traoré, altermondialiste réputée, auteure de plusieurs essais et ministre du gouvernement malien de 1997 à 2000, au lendemain de l'ouverture des JQSI, le 4 novembre. Mme Traoré se déplacera à Trois-Rivières en compagnie de Gérald Larose, porte-parole de l'événement et personnalité célèbre du monde syndical, pour donner sa conférence intitulée «Repenser le développement: un regard critique».

En Montérégie…

Installé à La Prairie depuis 30 ans, l'organisme Terre sans frontières (TSF) s'adresse aux populations démunies des pays en voie de développement dans une optique de développement durable. Les activités, qui sont issues d'un partenariat favorisant l'autonomie des populations et une répartition plus équitable de la richesse, s'inscrivent surtout dans les secteurs de l'eau, de l'éducation, de la santé et nutrition, de l'agriculture et de l'appui institutionnel.

Sylvie Painchaud est chargée de projets pour le programme «Ouvre-toi sur le monde» de la Fondation jeunes-PROJET, un organisme lié à TSF qui œuvre dans le domaine de l'éducation. Mise sur pied en 1990, la fondation, qui associe à la fois des enseignants et des partenaires du monde des affaires, vise à appuyer des jeunes qui veulent réaliser des projets dans leur cadre scolaire.

À plus petite échelle, Mme Painchaud est également chargée de projets pour organiser les activités des JQSI dans sa région. TSF a d'ailleurs prévu les activités suivantes pour la Montérégie: animation jeunesse, activité de sensibilisation JQSI 2010 et mobilisations éclairs animées par elle-même au collège Jean-de-La-Mennais et au collège Durocher à Saint-Lambert, où les élèves seront invités à apporter un foulard qui sera ensuite remis à un organisme d'aide aux jeunes de la rue, projection du documentaire *Le Porteur d'eau*, de Pascal Gélinas, et discussion avec les membres de Développement et paix de Brossard en collaboration avec TSF, souper des saveurs dans le cadre du 30e anniversaire de TSF, entre autres.

Collaboratrice du Devoir

■ Pour plus d'information:
qsi.qc.ca
www.cs3r.org
www.terresansfrontieres.ca
www.jeunes-projet.qc.ca

Groupe d'Économie Solidaire du Québec
Le GESQ, un carrefour de l'économie solidaire et de la coopération internationale
www.uqo.ca/ries2001/gesq

La recherche à l'Université du Québec en Outaouais
Une force pour le développement des communautés dans les pays du sud
ARUC ISDC
ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITÉ-COMMUNAUTÉ
INNOVATION SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT DES COMMUNAUTÉS
CRDC
WWW.UQO.CA/OBSERVER

Crise alimentaire

La souveraineté alimentaire est une réponse à la crise actuelle

L'agriculture n'est pas qu'une *«agrobusiness»*

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) a choisi pour thématique de sa 5e Université d'été, en mai dernier, «La crise alimentaire et la solidarité internationale de paysans à paysans». L'Union des producteurs agricoles-Développement international (UPA-DI), qui établit des partenariats avec des organisations paysannes en Afrique, en Amérique latine et en Asie depuis 1990, a fait sentir sa présence lors de cette rencontre.

RÉGINALD HARVEY

Le GESQ est une coalition regroupant différentes organisations, dont les principales sont le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), l'UPA-DI, Équiterre, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et bien d'autres, sans compter les chercheurs qui sont associés de près ou de loin à ses travaux. Cette organisation, vouée à l'éducation et au soutien à l'international, présente chaque année son Université d'été, une sorte de forum social à l'échelle locale: *«C'est notre événement annuel et c'est l'occasion chaque année de réunir des gens qui viennent du Sud et du Nord, car la perspective dans laquelle on travaille, c'est la promotion de l'économie sociale et solidaire auprès de ces deux mondes»*, laisse savoir René Lachapelle, président du Groupe.

Il fournit cette explication: *«On fonctionne en parité, en partenariat; on ne croit pas avoir seulement à "montrer" au Sud mais aussi à "apprendre" de celui-ci. J'en veux pour exemples nos collaborations avec l'Amérique latine, qui est plus avancée que nous en matière de vision politique pour la promotion de l'économie sociale et solidaire, même si nous avons quand même une histoire québécoise assez intéressante sur ce terrain.»*

Crise et souveraineté

Le Groupe s'est penché sur la crise alimentaire mondiale lors de sa dernière Université d'été; son président croit que ce choix était justifié dans l'ordre actuel du monde: *«C'est la face sociale et humaine de la crise générale que le système actuel traverse. Sur le plan financier et économique, celle-ci a drainé beaucoup d'énergie et a donné lieu à de nombreuses analyses mais, quand on la regarde du point de vue des populations, son effet dramatique réside dans l'appauvrissement, dont la crise alimentaire témoigne au premier chef.»*

«Quand, au nom d'impératifs liés à l'environnement, on se lance dans le développement des écocarburants, on détourne des terres de la production alimentaire pour les soumettre à la production d'énergie qui est réservée principalement aux économies les mieux logées», soutient-il. En fin de compte, de tels comportements finissent par affecter le panier d'épicerie: *«On touche alors jusqu'à 30 % du budget selon les revenus de chacun; pour les gens qui vivent dans un pays du Sud, on parle de 80 à 90 % de toutes les ressources de la famille qui sont affectées.»* Il y a amplement là de quoi réfléchir sur les véritables enjeux Nord-Sud en mettant à contribution les partenaires en provenance des deux hémisphères.

Ces gens en sont arrivés à dégager une ligne de force de leurs échanges, que cerne René Lachapelle: *«La souveraineté alimentaire est apparue très fortement comme une réponse à la crise; cette souveraineté est politique et s'inscrit dans un rapport de force.»* Cela dit, il y a des gestes qui sont faits en faveur de la terre: *«Ce qu'on fait ici, du côté de l'UPA-DI, pour maintenir la gestion de l'offre, ce qu'ils font au Brésil pour redonner les terres aux paysans, ce qui se passe en Afrique où les organisations sont en train de remettre en valeur l'agriculture paysanne, voilà autant d'avenues relativement petites mais qui sont extrêmement déterminantes pour l'avenir.»*

L'UPA-DI cerne le problème

L'Union des producteurs agricoles (UPA) a fait entendre sa voix lors de la rencontre du GESQ. André Beaudoin, président de l'UPA-Développement international, situe la nature même de la crise alimentaire actuelle: *«Il s'agit d'une réalité qui remonte à bien avant 2008 et qui porte sur la capacité des pays à maintenir leur agriculture sur leur propre territoire; en d'autres termes, la montée du néolibéralisme a poussé jusque dans ses derniers retranchements l'agriculture familiale partout sur la planète, y compris dans les pays riches, quoique les pays pauvres ont été frappés plus durement.»*

Il se montre critique: *«On a une vision basée sur l'*agro-business *et celle-ci s'installe par définition là où il y a le plus d'avantages pour elle; cela se fait au détriment de l'agriculture familiale, donc de la capacité des États à maintenir une agriculture sur leur territoire. Par conséquent, lorsque survient une flambée des prix pour des raisons qui essentiellement reposent sur la spéculation, cela a pour effet que les pays pauvres n'ont plus la capacité de payer leur panier d'épicerie.»* Il revient sur 2008: *«La crise d'alors n'était pas basée sur un manque d'aliments sur la planète, mais elle reposait sur une augmentation du coût des denrées alimentaires causée par la spéculation, et non pas par l'augmentation des coûts de production.»*

> « On veut que les paysans aient un réel accès à leurs marchés »

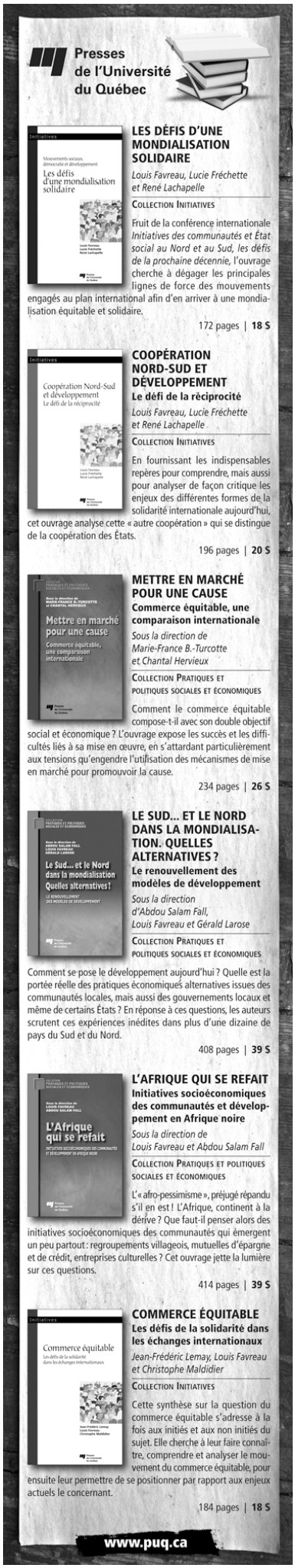
En mode action

L'UPA s'est lancée dans l'international il y a 20 ans, bien que le volet Développement international ait vraiment pris une forme juridique en 1993. M. Beaudoin se penche sur la façon d'intervenir à l'étranger: *«On travaille fondamentalement à mettre en place, avec les organisations paysannes partenaires, des systèmes collectifs de mise en marché de produits agricoles, et cela, pour les marchés internes, c'est-à-dire qu'on se penche sur ce qu'on appelle les cultures vivrières, donc sur les marchés domestiques; on veut que les paysans aient un réel accès à leurs marchés.»*

Il fournit un exemple tiré d'une situation réelle pour mieux faire comprendre l'utilité du soutien apporté: *«C'est plus facile de prendre une tonne de blé produit au Québec et de l'envoyer à Bamako, au Mali, que de prendre une tonne produite à Tombouctou, qui est une région de ce pays produisant un blé d'une aussi grande qualité que le nôtre, et de l'envoyer à Bamako.»* Comment expliquer une situation aussi aberrante? *«Parce que le néolibéralisme a fait en sorte qu'on a des circuits de circulation qui reposent sur les transports aériens et maritimes; dans les pays en développement, on a complètement négligé les infrastructures servant à désenclaver les régions agricoles, ce qui fait que, à toutes fins utiles, c'est presque impossible de faire voyager les denrées alimentaires vers les capitales.»* Depuis le début de son travail en coopération, l'UPA-DI milite et met la main à la pâte pour que des pays comme le Mali soient en mesure de commercialiser leurs produits pour favoriser le développement de leur agriculture; c'est ce qui s'appelle aussi la souveraineté alimentaire.

Collaborateur du Devoir

INTERNATIONAL
SOLIDARITÉ
CE CAHIER SPÉCIAL
EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR
Responsable NORMAND THÉRIAULT
ntheriault@ledevoir.ca
2050, rue de Bleury, 9e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.
Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com
FAIS CE QUE DOIS



Syndicats et coopératives

Les mouvements sociaux s'investissent davantage dans la solidarité

« Il y a un renouvellement de la pensée internationale »

Le réseau en croissance des mouvements sociaux québécois s'est taillé une place dans l'évolution en mode accéléré de l'internationalisation des solidarités. Les syndicats, le milieu agricole, les coopératives et d'autres groupes s'enracinent dans des projets sur d'autres continents; ils participent activement aux échanges Nord-Sud ayant cours dans les forums sociaux partout dans le monde.

RÉGINALD HARVEY

Louis Favreau, sociologue et professeur à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) qui s'intéresse depuis longtemps à ces mouvements, a assisté à bon nombre de rencontres internationales marquées au sceau de l'accompagnement mutuel et de la solidarité; depuis cinq ans, il se penche sur cette dimension de pareils événements, sur *«les nouveaux habits de la solidarité internationale»*.

Il signale qu'il se passe des choses intéressantes sur le plan des syndicats: *«Ceux-ci se sont montrés très actifs dans la constitution de la nouvelle centrale syndicale internationale* [Confédération syndicale internationale, CSI] *à Vienne, en 2006. La FTQ, pour sa part, collaborait déjà avec les syndicats en Afrique de l'Ouest; c'est grâce à cette centrale que se faisait beaucoup sentir la présence francophone dans les rapprochements Nord-Sud de l'organisation syndicale internationale.»* Et un autre joueur majeur se manifeste: *«Du côté de la CSN, il y a eu de nombreuses réalisations qui sont survenues avec l'Amérique latine, particulièrement avec le Brésil; c'est ainsi que ce syndicat a mis sur pied Développement solidaire international (DSI), un organisme de coopération qu'il finance avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI)».*

Il reconnaît que ce n'est pas d'hier que les mouvements syndicaux québécois font sentir leur présence dans le monde, tout en apportant cet éclairage nouveau: *«Ceux-ci appliquaient une forme de militantisme qui était, rapidement dit, celui de la résistance au capitalisme, ce qui se maintient, mais ils apportent aussi du soutien, ils font preuve d'une autre forme de solidarité, qui consiste à construire des solutions de rechange des maintenant, à donner des formations syndicales, à créer des coopératives ou à conduire des projets à l'intérieur de bidonvilles.»* Il en résulte ce changement dans l'action: *«Le syndicalisme est sorti de son schéma habituel en entreprise pour travailler davantage dans le développement des collectivités.»*

Les milieux agricole et coopératif

L'Union des producteurs agricoles (UPA) se dote de son volet Développement international (UPA-DI) en 1990. Le professeur dépeint le travail accompli: *«On assiste alors à une internationalisation de leurs actions à partir de 1993: ils viennent en soutien direct à des organisations paysannes, principalement en Afrique francophone, pour aider celles qui sont traditionnellement de contestation à créer, comme le mouvement agricole québécois l'a fait, leurs propres dispositifs coopératifs de commercialisation; on les incite à préconiser auprès de leurs gouvernements des politiques semblables à celles de la gestion de l'offre qu'on a connues ici et qui existent encore pour le poulet, les œufs et la volaille.»*

Le milieu coopératif emboîte le pas et se tourne à son tour vers le monde: *«Desjardins a créé son propre truc il y a longtemps, soit le Développement international Desjardins. Quant à la plupart des autres fédérations, qui sont au moins une douzaine, elles ont mis sur pied la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), en 1985, et elles ont soutenu plus de 600 projets dans 40 pays pendant cette période de 25 ans; ceux-ci se sont déroulés dans le Sud et portaient sur la création de coopératives et sur des initiatives socioéconomiques de développement des collectivités.»*

Dans ces trois cas, ceux du syndicalisme, de l'agricole et du coopératisme, Louis Favreau fait le constat que les organismes voués à l'international sont devenus plus structurés et que les interventions ont pris de l'ampleur, de marginales qu'elles étaient dans le passé: *«On développe des actions structurantes dans les collectivités et les organisations du Sud. Ce qui est nouveau également, c'est qu'il y a un renouvellement de la pensée internationale dans les mouvements, et la révélation de ce phénomène apparaît dans la conférence sur le coopératisme qui s'est tenue à Lévis récemment.»* Cette rencontre, qui a regroupé quelque 600 personnes, a pris une tournure nettement internationale à la faveur des invités venus du Sud, de l'Amérique latine et d'ailleurs; deux ateliers sur les douze ont porté sur la solidarité internationale. Le professeur fait aussi état de l'existence de plusieurs autres groupes déjà existants ou émergents qui font maintenant preuve d'une réelle ouverture sur l'international et qui tendent à se regrouper pour mieux agir.

PAULO SANTOS REUTERS

Les grandes rencontres, comme le Forum social mondial, tendent à aplanir les difficultés de l'environnement sociopolitique qui se retrouvent sur les chemins de l'internationalisation.

Une large ouverture d'esprit

Après avoir abordé le sujet des forces et des limites que posent les interventions des différents mouvements, M. Favreau laisse savoir que les forums mondiaux tendent à aplanir les difficultés de l'environnement sociopolitique qui se retrouvent sur les chemins de l'internationalisation: *«Les gens se rencontrent sur des bases d'égalité. Les dynamiques à l'intérieur de la plupart des mouvements sociaux et des organismes de coopération internationale québécois se situent à peu près toutes dans la mouvance du forum mondial.»* Chaque année, tout le monde (FTQ, CSN, UPA-DI, etc.) se retrouve dans le pays où se déroule cet événement, et ce, depuis dix ans.

Louis Favreau dégage la signification d'une telle convergence: *«Il est très important de dire que, depuis ce temps, ce lieu d'échanges est devenu un repère incontournable et, pour employer l'expression d'un autre, "c'est un espoir réinventé", parce que cette rencontre peut rassembler sur un pied d'égalité des mouvements du Nord et du Sud, malgré les difficultés interculturelles qu'ils ont à se comprendre; qui plus est, il y a là un rassemblement de plusieurs cultures sociopolitiques différentes: des chrétiens sociaux, des anciens marxistes, des socialistes, des féministes, des écologistes.»*

Un intérêt certain découle d'un pareil mélange des genres: *«Non seulement tout cela se produit à l'occasion d'un grand rassemblement international chaque année, mais aussi se fait sentir à toutes les échelles, locale, nationale ou internationale, ce qui est assez fantastique. En plus, on voit là les fruits d'un travail qui dure, soit depuis dix ans.»* Les mouvements revêtent *«les nouveaux habits de la solidarité internationale»*.

Collaborateur du Devoir